

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 17/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Les Sablières de la Meurthe
Auf den Ohljoeckel
ZERC2
67810 HOLTZHEIM

Références : 0006700075/JB/CE
Code AIOT : 0006700075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2023 dans l'établissement Les Sablières de la Meurthe implanté Auf den Ohljoeckel - ZERC2 - 67810 HOLTZHEIM. L'inspection a été annoncée le 26/06/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle du 07/07/2023 a notamment porté sur la mise en conformité de l'installation suite à la mise en demeure du 22/07/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Sablières de la Meurthe
- Auf den Ohljoeckel - ZERC2 - 67810 HOLTZHEIM
- Code AIOT : 0006700075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière en eau d'alluvions rhénanes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : plan de carroyage, surveillance de la qualité des eaux souterraines, accès à la carrière, plan d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect de la mise en demeure du 22/07/2022	AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 1	/	Sans objet
2	Respect de la mise en demeure du 22/07/2022	AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 17	/	Sans objet
4	Accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, articles 11 et 32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 22/07/2022.

L'inspection a fait l'objet d'observations qui ne nécessitent pas de suites administratives dans l'immédiat, mais pour lesquelles il est attendu que l'exploitant transmette des éléments de réponse dans les délais fixés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de la mise en demeure du 22/07/2022

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Remblaiement - Plan de carroyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (article 16 de l'arrêté préfectoral du 06/12/2002) L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure sur ce point considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 08/04/2022 l'absence de plan permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission des déchets. <p>Depuis, un maillage est mis en place pour permettre de localiser les lots de matériaux inertes déposés dans chaque zone de remblais (code attribué à chaque casier). L'emplacement est renseigné sur le registre d'admission et de suivi des matériaux du site incluant les informations de carroyage (code du casier dans lequel un lot est déposé) et comportant notamment les renseignements suivants : date, n° du ticket, nom du client, code et nature des déchets, la quantité, le résultat du contrôle visuel (etc).</p> <p>L'exploitant a déféré à la mise en demeure sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Respect de la mise en demeure du 22/07/2022

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (article 28.2 de l'arrêté préfectoral du 06/12/2002) L'exploitant dispose de deux piézomètres sur le site : <ul style="list-style-type: none"> • 1 piézomètre amont [...] • 1 piézomètres aval [...].

Un contrôle de la qualité des eaux sera réalisé dans les deux piézomètres et le plan d'eau selon les modalités suivantes :

- à la fréquence d'une fois par an : une analyse physico-chimique complète de type C3 de la santé publique, avec recherche des éléments traces minéraux (analyses de type C4a, C4b et C4c) et une analyse bactériologique complète de type B3 ;
- à la fréquence d'une fois par semestre : une analyse physico-chimique complète de type C4a avec recherche des hydrocarbures polycycliques aromatiques, hydrocarbures totaux et BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène). [...]

(L'article 4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/05/2023 modifie et complète les prescriptions relatives à la surveillance des eaux souterraines).

Constats : Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure sur ce point considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 08/04/2022 l'absence de contrôle de la qualité des eaux souterraines en aval des installations depuis au moins 3 campagnes d'analyses.

L'exploitant a présenté les rapports des campagnes d'analyses semestrielles du 14/10/2022 et du 23/02/2023 réalisées par le bureau d'études EnvirEauSol.

Les résultats d'analyses sont commentés.

Les rapports indiquent que compte-tenu que l'ouvrage PZ532 n'a pas été retrouvé, l'exploitant a fait réaliser un nouvel ouvrage, le piézomètre aval PZ1. Les campagnes de prélèvement des eaux souterraines ont été réalisées sur les piézomètres :

- n°531 (amont hydraulique) ;
- n°1 (aval hydraulique).

Le niveau piézométrique a été relevé au droit des ouvrages lors de ces 2 campagnes.

La campagne de prélèvements d'octobre 2022 a mis en évidence :

- un régime hydraulique de la nappe en période de moyennes eaux ;
- des dépassements des valeurs de référence «eaux potables» pour la turbidité et les spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réducteurs au droit du piézomètre PZ531 ; et pour la turbidité, l'aluminium, le fer, le manganèse, les germes revivifiables à 22 et 36 °C et les spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réducteurs au droit du piézomètre PZ1.

La campagne de prélèvements de février 2023 a mis en évidence :

- un régime hydraulique de la nappe en période de moyennes eaux ;
- l'absence de dépassement des valeurs de référence sur l'ensemble des paramètres analysés.

En octobre 2022 et en février 2023, le régime hydraulique de la nappe est en période de moyennes eaux. En octobre 2022, les dépassements observés à l'aval pour les paramètres aluminium, fer, manganèse et les germes revivifiables à 22 et 36 °C ne sont pas observés à l'amont. Ces dépassements n'ont pas été confirmés en février 2023. Il conviendra toutefois d'être vigilant sur ce point lors des prochaines campagnes de prélèvements.

Considérant l'ajout d'un piézomètre en aval hydraulique et la réalisation de campagnes de prélèvements au droit de cet ouvrage, l'exploitant a déféré à la mise en demeure sur ce point.

Observations : Les rapports de ces deux campagnes de prélèvements indiquent que le PZ1 est non référencé. Conformément à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/05/2023, il convient d'inscrire cet ouvrage à la banque du sous-sol.

L'exploitant a indiqué que les prochaines analyses sur les eaux souterraines se feront sur les 3 piézomètres (amont, aval, latéral) conformément à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/05/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 17
Thème(s) : Autre, Contenu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000e, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dates des levés, • le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées, • les bords de la fouille, • les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales, • les courbes de niveau équidistantes, tous les 10 m d'altitude ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés, • les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes, tous les 10 m de profondeur, • la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, • l'emplacement exact du bornage, • la position des dispositifs de clôture, • l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte, • les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières, • l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état, • les voies d'accès et chemins menant à la carrière, • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière. <p>Constats : Le plan d'exploitation est mis à jour à fréquence annuelle.</p> <p>L'exploitant a présenté le plan d'exploitation de juin 2023 au 1/1000e établi par le cabinet de géomètres-experts Graff-Kiehl. Le plan ne présente pas tous les éléments prévus et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières, - l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état. <p>L'exploitant a également transmis 6 profils associés, datés également de juin 2023. Leur emplacement est précisé sur le plan d'exploitation.</p> <p>L'exploitant indique en séance que la clôture installée suit le périmètre autorisé. Il convient de compléter la légende du plan pour le préciser.</p> <p>Le plan présente l'emplacement des piézomètres. Il convient toutefois de les nommer pour les différencier.</p> <p>Observations : Le plan d'exploitation est un élément indispensable au suivi de l'exploitation. Le respect des prescriptions relatives au contenu de ce plan constitue un socle minimal. Les éléments manquants ne remettent pas en cause son interprétation, il convient toutefois que l'exploitant prenne en compte l'observation pour le compléter sous un délai de 2 mois. La version mise à jour est à transmettre à l'Inspection sous ce délai.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, articles 11 et 32
Thème(s) : Autre, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>Article 32 L'exploitant mettra en œuvre les méthodes permettant de limiter sur le site la présence d'oiseaux dangereux pour la navigation aérienne : [...] - le plan d'eau final ne comportera aucun perchoir (pontons, arbres morts...) pour les hérons, les cigognes ou les cormorans ; [...]</p>
<p>Constats : Lors de la dernière inspection, il avait été constaté la présence de traverses de chemin de fer à proximité du plan d'eau situé au sud de la carrière, non exploité. L'exploitant avait alors mentionné que ces traverses avaient été amenées sur le site par des pêcheurs pour l'aménagement de pontons. Il avait alors été demandé à l'exploitant d'apporter des précisions sur cette activité de pêche sur la carrière.</p> <p>Le site est clôturé et équipé d'un portail d'accès qui se verrouille.</p> <p>L'exploitant a pris l'attache de l'Association pour la Protection de l'Environnement de Lingolsheim et Environs (APELE Nature), qui a transmis un courrier à la DREAL le 03/10/2022 suite à une visite du site avec le responsable sécurité de la carrière. Ce courrier indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour limiter la présence d'oiseaux, des tirs d'effarouchement sont effectués tous les jours par le garde assermenté de l'APELE Nature, - les pontons et arbres morts ont été enlevés, - la pêche est interdite sauf pour sortir les poissons du plan d'eau destiné à être refermé, et les silures (espèce invasive perturbant l'écosystème) - présence le week-end, - les barbecues sont interdits, - les traverses de chemin de fer ont été enlevées. <p>Aucun courrier de l'exploitant n'a été réceptionné par l'Inspection sur ce sujet.</p> <p>Le jour de l'inspection, le sujet a été évoqué brièvement. Il a été constaté la présence d'un seul ponton sur le plan d'eau situé au sud de la carrière. Il n'y a pas d'autres aménagements pouvant résulter d'une fréquentation régulière. La présence de pêcheurs n'a pas été constaté lors du contrôle.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le plan d'eau final ne doit comporter aucun perchoir (pontons, arbres morts...) pour les hérons, les cigognes ou les cormorans (article 32), - qu'en dehors des heures ouvrées, l'accès à la carrière est interdit (article 11), - l'activité de pêche n'est pas autorisée dans le périmètre de la carrière. <p>Bien que le courrier de l'APELE Nature rappelle que la pêche est interdite, il sous-entend qu'elle est nécessaire pour sortir les poissons du plan d'eau destiné à être refermé et qu'elle n'est pas destinée à perdurer. Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur ce point sous un délai de 2 mois.</p>
<p>Observations : Le contrôle des accès est un enjeu de sécurité pour le public, considérant que les plans d'eau sont des zones dangereuses en raison des risques de noyade et des risques de rupture des talus. Les accès à la carrière doivent être interdits en dehors des heures ouvrées et doivent être contrôlés durant les heures d'activité. Ces dispositions concernent l'ensemble du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet